



Document trimestriel

La conjoncture économique

Pays de la Loire

Situation au 30/09/2011



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LA CONJONCTURE NATIONALE

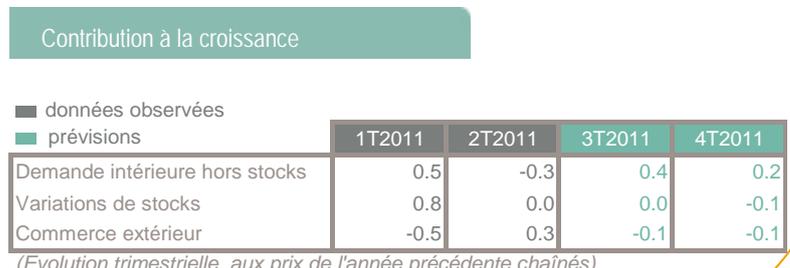
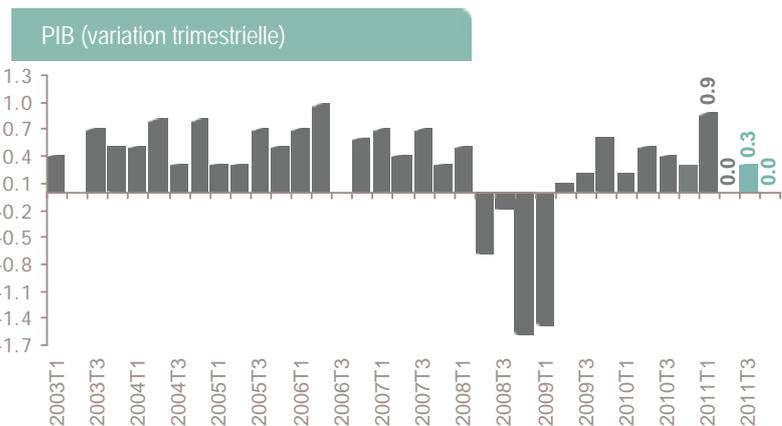
En mars, les prévisionnistes de l'Insee tablaient sur une croissance de +0,2% au 2ème trimestre 2011. En réalité, le PIB français a stagné (+0,0%). La dynamique de l'investissement et de l'emploi faiblirait nettement au deuxième semestre 2011. L'investissement freinerait face à des débouchés extérieurs en panne. Et les secteurs marchands ne créeraient que 24 000 emplois au second semestre, contre 112 000 au premier. Le taux de chômage augmenterait donc à nouveau, malgré une intensification du recours aux emplois aidés d'ici la fin de l'année. Seul soutien à l'activité, la consommation des ménages rebondirait au troisième trimestre. Elle croîtrait ensuite modérément au quatrième trimestre.

Avec une stagnation de son PIB au second trimestre 2011, la France affiche une nette décélération de sa croissance (après une progression de 0,9% au 1er trimestre).

Au second trimestre, l'activité avait déjà été plus faible qu'attendue. La croissance dans la zone euro n'a été globalement que +0,1% avec une quasi-stagnation du commerce mondial et malgré le caractère temporaire de certains chocs économiques, les perspectives de rebond étaient attendues au second semestre.

Les événements de l'été ont mis à mal ce scénario. Le regain d'incertitude alimenté par la crise des dettes souveraines a entraîné un fort recul des indices boursiers. Ceux-ci ont pesé sur les perspectives de croissance.

La France s'inscrirait dans ce mouvement global. La croissance du PIB serait de 0,3% au troisième trimestre, puis de 0,0% au quatrième.



Source INSEE

L'investissement des entreprises

La forte montée des incertitudes et la dégradation des perspectives d'activité conduiraient les entrepreneurs à freiner leurs dépenses. L'investissement des entreprises serait peu dynamique d'ici la fin 2011 (+0,3% puis +0,1%) et le taux d'investissement se stabiliserait au second semestre.

Source INSEE

Les ménages

La consommation des ménages s'est nettement repliée au deuxième trimestre (-0,7%), pénalisée à la fois par la baisse de la consommation en énergie, du fait des températures particulièrement clémentes au mois d'avril, et par le recul de la consommation automobile, après l'expiration du dispositif de prime à la casse.

La consommation des ménages rebondirait au second semestre (+0,5% au troisième trimestre, puis +0,3% au quatrième trimestre), mais sans compenser complètement le recul du deuxième trimestre. En particulier, les achats d'automobiles demeureraient sur des niveaux inférieurs à leur moyenne.

Sur un an, la consommation des ménages en produits manufacturés a enregistré une hausse de 0,4%. Les postes de dépense n'ont pas connu les mêmes situations. Les biens fabriqués pour l'équipement du logement ont gagné 2% tandis que les biens fabriqués dans le textile-cuir ont perdu 1,3% sur l'année écoulée.

Dépenses de consommation des ménages

Données CJO-CVS en milliards d'euros, prix chaînés	juin-11	juillet-11	août-11	évolution sur 1 mois (%)	évolution sur 1 an (%)
- Alimentaire	14,619	14,560	14,576	0,1	-0,1
- Biens fabriqués	20,642	20,608	20,495	-0,5	0,2
automobiles	4,727	4,658	4,699	0,9	-1,0
équipement du logement	5,206	5,171	5,086	-1,7	2,0
textile-cuir	4,026	4,066	3,971	-2,3	-1,3
- Energie	6,487	6,501	6,669	2,6	1,1
Total	41,698	41,619	41,718	0,2	0,3
Produits manufacturés	36,215	36,101	36,132	0,1	0,4

Source INSEE

La production industrielle

Evolution de la production industrielle depuis un an * - Août 2011



* 3 derniers mois / 3 mêmes mois de l'année précédente

En août 2011, l'activité des 3 derniers mois de l'industrie est supérieure de 1% par rapport aux trois derniers mois de l'année précédente. Les « industries extractives, énergie, eau, déchets » affichent la plus forte progression du secteur (+4,2%). A l'inverse, la construction enregistre un repli de 0,5% sur un an.

Le climat des affaires se replie nettement. Dans l'industrie manufacturière, les perspectives générales sont proches du niveau de 2009. Cependant les perspectives personnelles de production restent proches en septembre de leur moyenne de longue période. Les entrepreneurs de l'industrie indiquent également que leur activité passée a ralenti, même si le solde d'opinion reste légèrement supérieur à sa moyenne de longue période.

Source INSEE

Le solde commercial

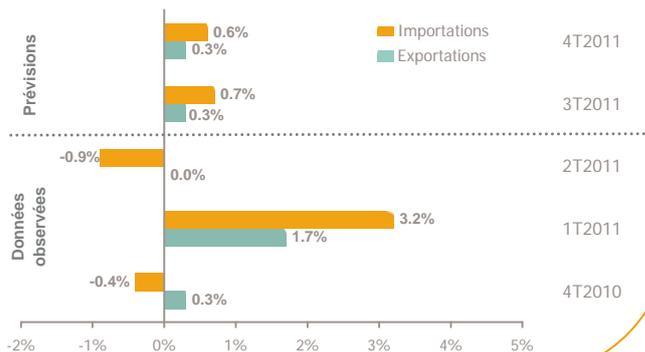
Après une forte augmentation au premier trimestre 2011, les importations repartent à la baisse au second trimestre 2011 (-0,9%).

En parallèle, les exportations stagnent (+0,0%). De fait, le déficit commercial qui s'était creusé au 1^{er} trimestre, se réduit au 2^{ème} trimestre. Ainsi, le solde commercial participe positivement à la croissance.

En raison de la faiblesse de la demande adressée à la France, en particulier en provenance d'Espagne ou d'Italie, les exportations progresseraient peu au second semestre. La demande interne française conserverait en revanche un dynamisme relatif ; ainsi, la contribution du commerce extérieur à la croissance serait légèrement négative à l'horizon de la prévision.

Source INSEE - Ministère de l'Intérieur

Evolution des importations et exportations par trimestre



Les prévisions

Pour les trimestres à venir, les prévisionnistes anticipent une stagnation de l'activité après le coup d'arrêt observé au 2^{ème} trimestre 2011. Ainsi, le PIB connaîtrait un léger rebond avec une évolution de +0,3% au 3^{ème} trimestre. Ce léger sursaut serait néanmoins temporaire et une stabilisation de l'activité est attendue pour la fin de l'année (+0,0%).

Ce scénario est entouré de très fortes incertitudes. La plus importante concerne la crise européenne et sa transmission à l'économie réelle. Le scénario présenté ici ne suppose pas

d'aggravation des tensions financières, mais un grippage des canaux de financement de l'économie aurait pour conséquence un freinage plus prononcé de la demande. En revanche, la mise en œuvre de mesures susceptibles de restaurer la confiance pourrait créer un effet favorable sur les anticipations. Par ailleurs, un recul des prix du pétrole pourrait soutenir l'activité des économies avancées et servir d'amortisseur à la dégradation de l'activité.

Source INSEE

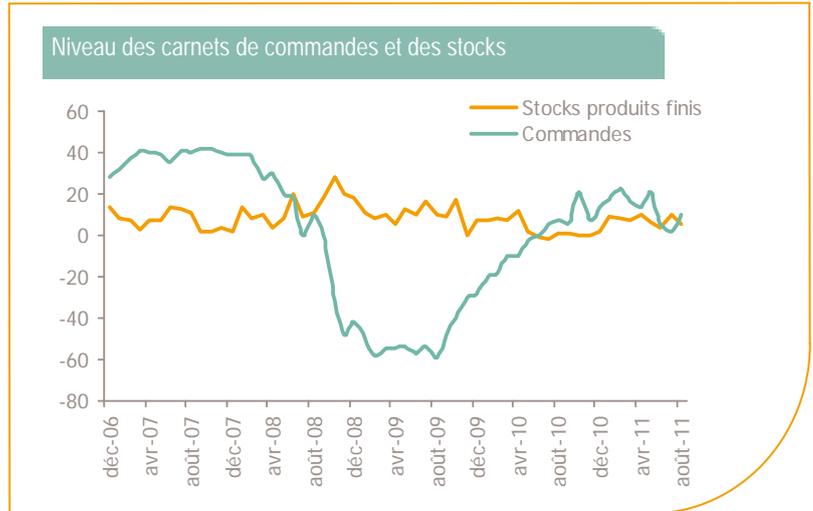
LA CONJONCTURE REGIONALE

L'activité des entreprises industrielles de la région n'a pas varié en août. L'agroalimentaire enregistre une progression marquée de ses productions. Les prévisions sont favorables dans la plupart des secteurs.

L'appréciation sur les carnets de commandes s'améliore. Elle demeure particulièrement favorable dans les équipements.

Les niveaux de stocks de produits finis sont assez proches de la normale. Ils apparaissent trop courts dans l'automobile.

Dans l'ensemble, l'outil industriel a moins été utilisé. Cependant, les capacités de production demeurent largement sollicitées dans l'agroalimentaire et les équipements.



Source Banque de France

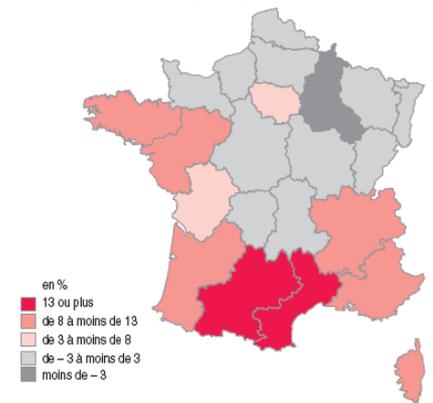
La population active en métropole et en région à l'horizon 2030

Entre 2010 et 2030, la population active augmenterait significativement dans dix régions : dans le Sud et l'Ouest de la métropole, ainsi qu'en Île-de-France. L'alternance de générations nombreuses puis creuses sur le marché du travail, l'évolution des comportements d'activité et les migrations interrégionales, notamment aux jeunes âges, aboutissent à des disparités de projection entre régions. Seules les différentes hypothèses sur les migrations pourraient modifier ces évolutions, sans toutefois remettre en cause la hiérarchie entre régions. Les écarts de croissance entre la population active et la population âgée, en nette progression partout, pourraient accentuer des déséquilibres locaux entre les besoins des populations et les ressources de main d'œuvre disponibles pour y répondre. Ainsi, des tensions sur l'emploi dans certains secteurs, tels que les services aux particuliers, pourraient survenir. Jusqu'au début des années 2020, la population active vieillirait dans toutes les régions. Puis, l'arrivée sur le marché du travail des générations nombreuses nées après 2000 inverserait la tendance.

Les dynamiques métropolitaines et régionales seraient très peu influencées par les variantes de comportements d'activité. Les effets d'une meilleure conciliation entre vie familiale et professionnelle chez les femmes de 25 à 44 ans (activité féminine haute), le développement de l'apprentissage ou les réformes renforçant le maintien des seniors sur le marché du travail n'auraient d'effets tangibles qu'à plus long terme. Enfin,

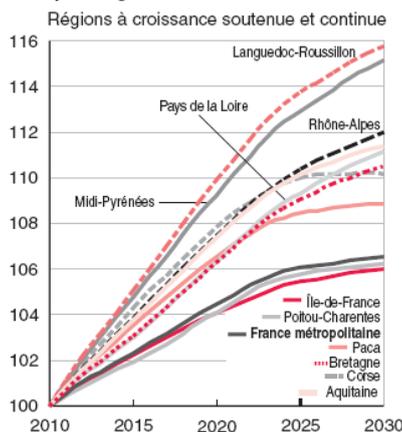
totale en métropole. En effet, celle-ci augmenterait de 9% selon le scénario central, en raison de la forte croissance de la population âgée majoritairement inactive. Durant cette période, le rapport entre les actifs et les inactifs de 60 ans et plus (ou ratio de dépendance) diminuerait, passant de 2,1 actifs pour un inactif de 60 ans et plus en 2010, à 1,7 en 2030. Au niveau national, ce ratio illustre le déséquilibre croissant entre générations et permet d'orienter les politiques de financement des retraites. À l'échelon régional, il peut être complété par des indicateurs rapportant les ressources de main-d'œuvre aux besoins des populations locales. Ainsi, sous l'angle de la satisfaction des besoins des personnes âgées, le rapport entre actifs et personnes âgées de 80 ans et plus passerait de 9,8 à 6,1 entre 2010 et 2030. Le déséquilibre s'accroîtrait entre les besoins croissants dans certains domaines relevant de l'économie résidentielle, les services aux particuliers par exemple, et les ressources de main-d'œuvre disponibles n'évoluant pas dans les mêmes proportions.

Évolution de la population active par région entre 2010 et 2030 (en %)



Champ : population active de 15 ans ou plus en France métropolitaine. Source : Insee, Omphale, projections de population active 2010-2030.

① Évolution de la population active par région entre 2010 et 2030

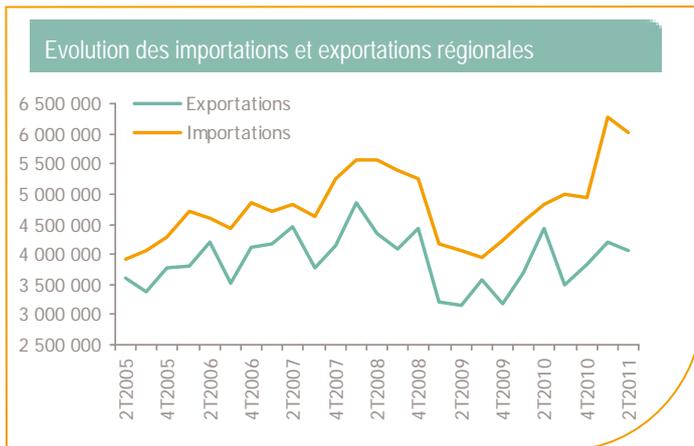


du point de vue démographique, les hypothèses alternatives de fécondité et de mortalité seraient sans effet notable sur la population active entre 2010 et 2030. D'une part, la fécondité n'aurait des effets qu'à plus long terme. Entre 2010 et 2030, les ressources de main-d'œuvre progresseraient moins que la population

En France métropolitaine, le vieillissement de la population active pourrait être soutenu entre 2010 et 2020. Les générations nombreuses nées pendant les trente glorieuses arriveront en fin de carrière et les générations creuses nées pendant la décennie 1990-2000 entreront sur le marché du travail. L'âge moyen de la population active pourrait ensuite se stabiliser, et diminuer après 2025. En métropole, l'âge moyen des actifs pourrait passer de 39,6 ans en 2010, à 40,6 ans en 2022 avant de se stabiliser, puis de redescendre à 40,5 ans en 2030. Toutes les régions seraient concernées et ce malgré leurs différences actuelles de structure par âge.

Source INSEE

Le commerce extérieur



Le solde commercial régional se détériore au deuxième trimestre 2011. Ce résultat est obtenu par les diminutions conjuguées des importations (-4,0%) et des exportations (-3,6%).

Malgré la baisse observée, le haut niveau des importations régionales s'explique en très grande majorité par la demande ligérienne en hydrocarbures naturels (26% du total). Parmi les baisses, on peut citer les produits pétroliers raffinés et coke (-14,4%) et le cuir, bagages et chaussures (-24,1%).

Parallèlement, les exportations enregistrent une baisse de 3,6% à cause de la demande extérieure en produits de la culture et de l'élevage (-14%), les articles d'habillement (-55%), produits de la construction automobile (-12%) ou aéronautique et spatiale (-9,8%).

Source Ministère de l'Intérieur

LE CHOMAGE NATIONAL

Les Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (catégorie A)

Après deux mois consécutifs de hausse, la France enregistre une diminution de son nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A. Ainsi, entre juillet et août 2011, 2 000 demandeurs de moins sont comptabilisés, soit -0,1%.

Au 31 août 2011, 2 754 500 personnes sont recensées. Sur un an, 62 900 demandeurs d'emploi supplémentaires sont comptabilisés, soit une progression de 2,3%.

Source – Pôle emploi – DIRECCTE -DARES

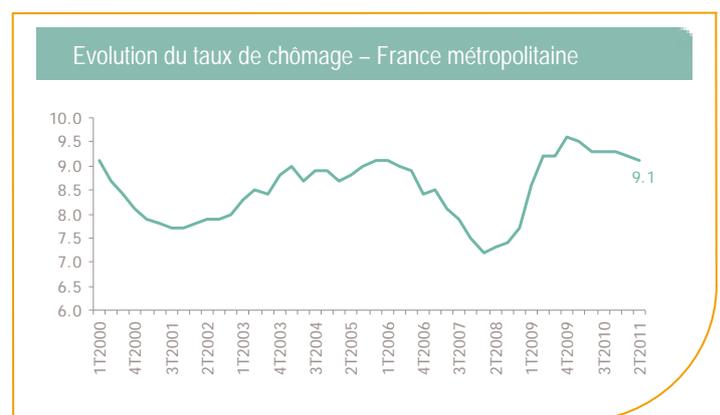
Evolution mensuelle comparée de la DEFM catégorie A (données CVS)

	août 2010	septembre 2010	octobre 2010	novembre 2010	décembre 2010	janvier 2011	février 2011	mars 2011	avril 2011	mai 2011	juin 2011	juillet 2011	août 2011
DEFM Pays de la Loire	131 790	131 391	131 023	130 223	129 929	128 530	129 426	126 443	127 366	126 917	128 855	130 835	129 724
Variation brute	466	-399	-368	-800	-294	-1 399	896	-2 983	923	-449	1 938	1 980	-1 111
Variation relative	0.4%	-0.3%	-0.3%	-0.6%	-0.2%	-1.1%	0.7%	-2.3%	0.7%	-0.4%	1.5%	1.5%	-0.8%
DEFM France	2 691 600	2 698 800	2 684 200	2 705 000	2 722 500	2 703 200	2 701 100	2 680 000	2 669 100	2 686 800	2 720 400	2 756 500	2 754 500
Variation brute	11 300	7 200	-14 600	20 800	17 500	-19 300	-2 100	-21 100	-10 900	17 700	33 600	36 100	-2 000
Variation relative	0.4%	0.1%	0.0%	0.4%	0.3%	-0.5%	0.8%	0.6%	-0.7%	-0.1%	1.3%	1.3%	-0.1%

Le taux de chômage

Après avoir atteint 9,6% au 4^{ème} trimestre 2009 (proche du niveau de 1999), le taux de chômage amorce une légère décroissance depuis le 1er trimestre 2010 et retrouve son niveau du dernier trimestre 2005.

Le taux de chômage s'est élevé à 9,1% de la population active au deuxième trimestre 2011 (9,6 % y compris Dom). Il progresserait légèrement d'ici la fin de l'année pour atteindre 9,2 % au quatrième trimestre (9,7 % y compris Dom).



Source INSEE

LE CHOMAGE REGIONAL

La grande majorité des régions de France métropolitaine voient le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmenter sur un an. En données brutes, les Pays de la Loire se positionnent au troisième rang des régions les plus contributrices à la diminution du chômage (catégorie A), derrière la Franche-Comté et la Champagne-Ardenne, entre août 2010 et août 2011.

En données CVS, 129 700 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie A à fin août 2011 sur la région.

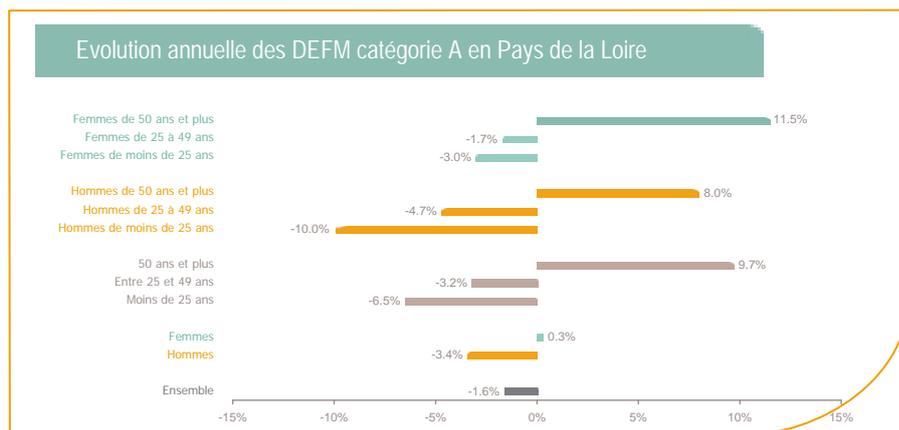
Sur un mois, ce nombre diminue de 0,8%, soit un résultat plus encourageant qu'en France métropolitaine (-0,1%).

Sur un an, cet écart entre la région et le national est amplifié puisque les Pays de la Loire affichent une diminution de 1,6% de son chômage quand le national enregistre une progression de 2,3%.

Malgré les fortes augmentations enregistrées en 2009, la région est toujours bien positionnée en termes de chômage.

En effet, le taux de chômage ligérien est l'un des plus faibles de France (7,8%

contre 9,1% au niveau national au 2^{ème} trimestre 2011). Les Pays de la Loire se hissent ainsi au premier rang, au même niveau que la Bretagne.



	août 2010	juillet 2011	août 2011	Evolution sur un mois	Evolution sur un an
Loire-Atlantique	50 175	48 765	49 028	0.5%	-2.3%
Maine et Loire	29 385	30 018	29 139	-2.9%	-0.8%
Mayenne	8 455	8 120	8 234	1.4%	-2.6%
Sarthe	22 036	22 148	21 478	-3.0%	-2.5%
Vendée	21 739	21 784	21 845	0.3%	0.5%
Pays de la Loire	131 790	130 835	129 724	-0.8%	-1.6%

En août 2011, les demandeurs d'emploi (catégorie A) de 50 ans et plus enregistrent la plus forte évolution annuelle (+9,7%). En conséquence, le nombre de femmes de 50 ans et plus s'est accru de 11,5% entre août 2010 et 2011.

Au niveau géographique et sur un an, les départements affichent des évolutions disparates. La Mayenne enregistre la plus forte baisse de la région (-2,6%). La Loire-Atlantique et la Sarthe voient leur nombre de demandeurs d'emploi diminuer respectivement de -2,3% et -2,5%. Le Maine-et-Loire (-0,8%) affiche la diminution la plus modeste tandis que la Vendée se positionne comme le seul département à gonfler le nombre de ses demandeurs d'emploi (+0,5%) sur l'année écoulée.

Avec une diminution des demandeurs d'emploi masculins (-3,4% sur un an), opposée à l'augmentation des demandeurs d'emploi féminins (+0,3%), la répartition sexuée s'équilibre.

Concernant l'évolution par tranche d'âge, les jeunes de moins de 25 ans affichent une diminution annuelle de leur chômage de 6,5%.

En évolution mensuelle, deux groupes se forment. Le Maine-et-Loire et la Sarthe voient leur nombre de demandeurs d'emploi diminuer (respectivement -2,9% et -3%). A l'inverse, la Vendée (+0,3%), la Loire-Atlantique (+0,5%) et la Mayenne (+1,4%) affichent une progression.

Source Pôle emploi Pays de la Loire - DIRECCTE

L'EMPLOI NATIONAL

Pour la septième fois consécutive, l'emploi salarié national (champ Unedic – données CVS) voit ses effectifs progresser. Ainsi, au 2ème trimestre 2011, 40 000 créations nettes de postes sont recensées, soit une augmentation de 0,2%.

Ces progressions successives ont permis de créer 176 000 postes sur un an. De juin 2010 à juin 2011, la France a ainsi augmenté son effectif salarié de 1,1%.

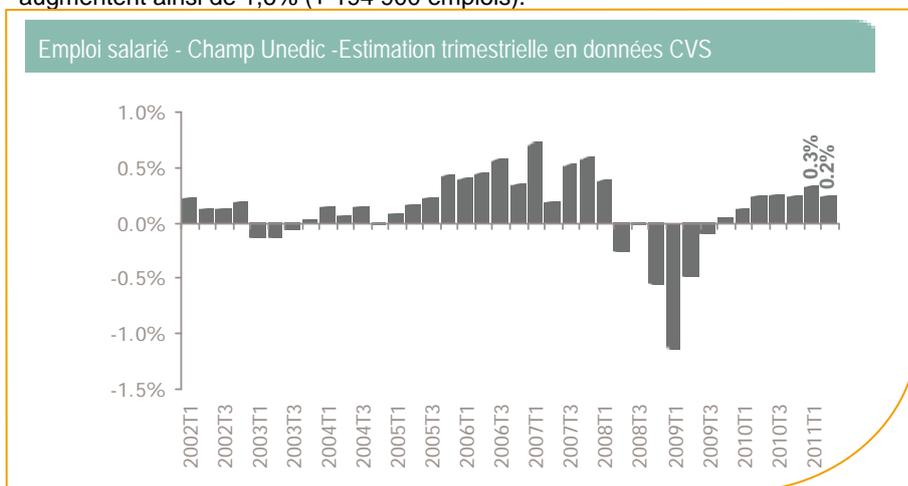
Au final, au 30 juin 2011, 16 569 500 salariés des secteurs concurrentiels sont recensés.

L'emploi industriel enregistre une quasi-stabilité (-0,0%, soit -300 postes de travail) qui conduit toutefois à un bilan annuel de -0,7%, soit -22 800 salariés.

L'emploi dans le secteur de la construction affiche une hausse au

2ème trimestre 2011 de 0,2%, soit + 2 700 postes de travail. Sur un an, de juin 2010 à juin 2011, l'emploi dans la construction progresse de 0,3%.

Enfin, au deuxième trimestre 2011, l'emploi dans le tertiaire enregistre une hausse de 0,3%, soit + 37 600 emplois, après + 0,5% au 3ème trimestre 2010, + 0,3% au 4ème trimestre 2010 et + 0,5% au 1er trimestre 2011. Sur un an, les effectifs augmentent ainsi de 1,6% (+ 194 900 emplois).



Source Pôle emploi

L'EMPLOI REGIONAL

L'emploi salarié a diminué de 0,2% au second trimestre 2011, ce qui équivaut à une perte de 1 700 postes.

Cette baisse conduit cependant à une évolution annuelle des effectifs salarié de +0,5%, soit +5 000 emplois de juin 2010 à juin 2011.

Au 30 juin 2011, 960 000 salariés sont ainsi comptabilisés (données CVS).

Les Pays de la Loire font partie des régions les plus destructrices d'emploi sur le trimestre (-0,2%), mais rentre dans le rang en évolution annuelle (+0,5% sur un an) et se positionne dans les régions moins dynamiques.

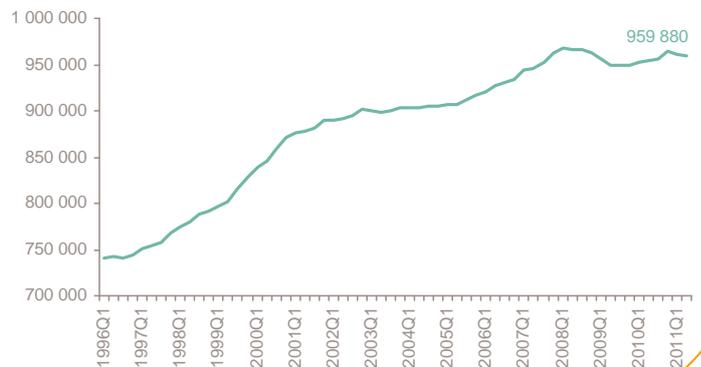
Les trois secteurs utilisateurs ne contribuent pas tous de la même manière au résultat régional.

L'industrie reste le secteur le plus touché (-0,5%). Elle ne cesse de supprimer des emplois depuis le premier trimestre 2008. De juin 2010 à juin 2011, 3 700 emplois ont été détruits dans ce secteur (-1,6%).

Au 2ème trimestre 2011, la construction affiche une légère diminution de ses effectifs salariés (-0,3%). Sur un an, le secteur ne parvient pas à afficher une croissance de son emploi salarié (-0,1%).

Enfin, le tertiaire stoppe sa progression au second trimestre (-0,0%). C'est le premier coup d'arrêt depuis le deuxième trimestre 2009. Ainsi, avec 300 postes supprimés entre mars 2011 et juin 2011, le secteur stagne. Sur un an, le tertiaire crée toujours de l'emploi à hauteur de +1,4%, soit 8 700 unités de plus.

Evolution désaisonnalisée du nombre de salariés de l'ensemble des établissements affiliés



Evolution trimestrielle – 2ème trimestre 2011 (données CVS)



Source Pôle emploi Pays de la Loire

L'emploi intérimaire

Evolution du nombre d'intérimaires (données CVS)



Depuis fin 2010, l'emploi intérimaire régional stagne. Le retournement de conjoncture entrevu cet été laisse craindre des réductions d'effectifs à venir. En août 2011, la région enregistre une diminution de 0,1%, soit 60 postes en moins. Ainsi, le nombre d'intérimaires s'établit à 51 000. Sur un an, ce sont près de 2 700 personnes supplémentaires qui ont été comptabilisées, soit une augmentation de 5,5%.

Ce mois-ci, seule l'industrie a créé de l'emploi (+1,4%). Dans le même temps, le tertiaire enregistre la plus forte baisse avec -3,1%, suivie par la construction qui perd 0,6% de ses effectifs intérimaires.

En août 2011, la région des Pays de la Loire affiche l'un des plus forts taux de recours à l'intérim (6,1%). L'industrie représente 56% des intérimaires. Et plus de 8 emplois intérimaires sur 10 concernent des postes d'ouvriers.

Source Pôle emploi Pays de la Loire

www.pole-emploi.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information

Contact : herve.bonnet@pole-emploi.fr

Directeur de publication :
Gwenaél PROUTEAU

Directeur de la rédaction :
Hervé BONNET

Conception et réalisation :
Service Statistiques, Etudes et
Evaluation – Vincent RAGOT